Plusieurs réseaux européens en ordre de marche pour transformer la PAC post-2020

14 avril 2016

Alors que la présidence néerlandaise de l'UE a prévu de consacrer le Conseil agriculture informel de mai à la future réforme de la Politique Agricole Commune, plusieurs réseaux européens récemment constitués commencent à travailler à des propositions de refondation de la PAC.

Un réseau européen d'experts scientifiques a ainsi interpellé le Président de la Commission dans une lettre datée du 4 avril, l'appelant à formuler une politique alimentaire européenne. Pour les membres de l'*International Panel of Experts on Sustainable Food Systems* (IPES-Food), une telle politique constituerait la meilleure manière de relever les défis des maladies liées à l'alimentation, du faible pouvoir de négociation des agriculteurs au sein de la chaîne alimentaire, et des dégradations environnementales. Elle devrait avoir comme priorité la mise en cohérence des enjeux d'environnement, de santé, de commerce et de développement, qui aujourd'hui font, selon les auteurs, l'objet de politiques européennes distinctes et cloisonnées. Ce réseau entend d'ici à 2018 conduire un processus de concertation avec des institutions et divers groupes de la société civile, afin de converger vers une vision commune d'une politique alimentaire souhaitable.

En parallèle, un réseau de 109 associations et ONG environnementales, sociales et de la santé, ont également adressé un courrier à M. Juncker lui demandant de réaliser une véritable évaluation de la PAC. Selon les signataires, la politique actuelle ne parvient pas à remédier à un état de crise constant chez les agriculteurs, aux dégradations continues des ressources naturelles, aux atteintes au bien-être animal, aux externalités négatives en matière de santé publique et aux impacts sociaux et environnementaux négatifs hors de l'UE. Cette évaluation devrait répondre aux questions sur l'efficacité et l'efficience de la PAC, sur sa cohérence avec d'autres politiques européennes, sur sa pertinence actuelle et sa valeur ajoutée européenne.

De telles initiatives, bien que fondées sur des approches différentes, prennent appui sur de larges pans de la société civile pour concevoir un projet de refondation de la PAC. En cela, elles pourraient constituer des laboratoires d'idées susceptibles de marquer l'agenda des futures réformes.

Alexandre Martin, Centre d'études et de prospective

Sources : IPES-Food, *European Environmental Bureau*